



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.865/4
du 25 janvier 2023

advies 72.865/4
van 25 januari 2023

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'concernant
la mobilité interne, la mobilité
intrarégionale et la
mobilité externe'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de
interne mobiliteit, de
intraregionale mobiliteit en de
externe mobiliteit'

Le 27 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'concernant la mobilité interne, la mobilité intrarégionale et la mobilité externe'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 janvier 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 janvier 2023.

*

Op 27 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de interne mobiliteit, de intraregionale mobiliteit en de externe mobiliteit'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 januari 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 januari 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Les agents de Brupartners entrent dans le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale', que modifient les articles 34 à 45, formant le chapitre 3 du projet examiné ¹.

Pour ce qui concerne ces agents, le projet examiné trouve son fondement juridique dans l'article 35, § 2, de l'ordonnance du 2 décembre 2021 'relative à Brupartners', lequel dispose :

« Le Gouvernement, sur proposition du conseil d'administration, fixe les statuts administratif et pécuniaire du personnel de Brupartners ».

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable et de viser au préambule du projet la proposition du conseil d'administration de Brupartners ².

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Le visa de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création de Brupartners' sera remplacé par celui de l'ordonnance du 2 décembre 2021 'relative à Brupartners'.

L'alinéa 6 sera dès lors omis et remplacé par un nouvel alinéa consacré au visa de l'article 35, § 2, de l'ordonnance du 2 décembre 2021.

2. Dans l'avis n° 71.788/2/V donné le 10 août 2022 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif

¹ Voir l'article 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale'.

² En ce sens, voir l'avis n° 72.438/4, donné le 30 novembre 2022 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « relatif au budget de mobilité et à l'acquisition, l'utilisation et la gestion des véhicules de service ».

et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale', la section de législation a formulé l'observation suivante :

« Interrogé à propos des raisons pour lesquelles l'article 2 de l'ordonnance du 20 mai 1999 'portant sur la réorganisation du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise' (ci-après 'CIRB') est visé à l'alinéa 5, le délégué du Ministre a indiqué :

'Le CIRB a été visé dans le texte car il s'agit d'un OIP (de type A). Le but était donc d'indiquer tous les textes fondateurs des OIP visés par le statut OIP de 2018. Cependant, il est exact que le préambule de l'arrêté vise déjà l'arrêté du 21-03-2018 relatif au statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale, lequel mentionne à son article 1^{er} les OIP A et B concernés par ledit statut'.

Toutefois, l'article 2 de l'ordonnance du 20 mai 1999 ne constitue qu'une disposition modificative de l'article 27 de la loi du 21 août 1987 'modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise' et ne contient aucune habilitation permettant au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de fixer le statut des agents du CIRB. Le fondement légal permettant au Gouvernement de fixer le statut de ces agents se trouve à l'alinéa 2, lequel mentionne l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public'. Cette dernière disposition renvoie en effet à l'article 1^{er} de cette loi, qui vise le CIRB.

Partant, l'alinéa 5 sera omis ».

La même observation vaut pour l'alinéa 7, lequel sera donc omis.

3. L'alinéa 8 sera complété afin d'y viser également l'article 23, alinéa 3, de l'ordonnance du 18 janvier 2001 'portant organisation et fonctionnement d'Actiris'.

4. L'alinéa 9 sera complété afin d'y viser plus précisément l'article 30^{quinq}uies, § 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 'relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale'.

5. L'alinéa 13 sera complété afin d'y viser également l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours – Brusafe'.

6. Les alinéas 21 à 23 seront revus, afin de n'y conserver que le visa des avis et proposition constituant des formalités préalables à caractère obligatoire ³.

Les avis ne présentant pas de caractère obligatoire pourront, pour leur part, être éventuellement mentionnés par le biais de considérants ⁴.

³ Outre la proposition du conseil d'administration de Brupartners déjà évoquée, et exigée par l'article 35, § 2, de l'ordonnance du 2 décembre 2021, il s'agit notamment de l'avis du Conseil de gestion d'Actiris, conformément à l'article 18 de l'ordonnance du 18 janvier 2001.

⁴ Voir en ce sens l'avis n° 72.438/4.

7. L'alinéa 25 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 72.865/4 du Conseil d'État donné le 25 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁵.

DISPOSITIF

Article 7

1. L'article 7 vise à abroger l'article 121 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après « l'arrêté services publics »), afin de supprimer la condition d'ancienneté de fonction de deux ans imposée aux candidats à la mutation interne par cette disposition.

L'abrogation de cet article a également pour effet de supprimer la priorité prévue, au paragraphe 4, au bénéfice des agents victimes de harcèlement.

Interrogée sur ce point, la déléguée du Ministre a répondu :

« L'objectif de ces articles est de simplifier les procédures pour les agents souhaitant recourir à une forme de mobilité. Après réflexion en interne, la volonté est de maintenir la priorité prévue au bénéfice des agents victimes de harcèlement.

La formulation de ces articles sera donc revue afin de maintenir ces priorités ».

Il en est pris acte.

2. La même observation vaut pour l'article 23 du projet, qui vise à abroger l'article 114 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après « l'arrêté OIP »).

Article 14

1. L'article 130/1, en projet, de l'arrêté services publics, ne précise pas si la mise à disposition conventionnelle temporaire d'un agent se fait de l'accord de celui-ci, ni même s'il en est informé préalablement. Interrogée sur ce point, la déléguée du Ministre a répondu :

« La mise à disposition conventionnelle temporaire de l'agent telle que prévue aura lieu sur une base volontaire. La disposition en projet sera reformulée afin de lever tout équivoque ».

Il en est pris acte.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

2. La même observation vaut pour l'article 30 du projet (article 123/1, en projet, de l'arrêté OIP).

Article 15

1. L'article 233/1, § 1^{er}, en projet, de l'arrêté services publics dispose :

« L'agent qui quitte sa fonction dans le cadre de la mobilité intrarégionale se trouve en congé pour mobilité intrarégionale pendant trois mois à dater de son entrée en service auprès de l'institution d'accueil [...] ».

L'article 233/1, § 2, en projet, énonce cependant que « la durée de ce congé est de six mois maximum ».

Interrogée sur ce point, la déléguée du Ministre a répondu que la mention d'un délai de trois mois, au paragraphe 1^{er} de cette disposition, résulte d'une erreur et que ce délai y sera remplacé par un délai de six mois.

2. L'observation qui précède vaut également pour l'article 31 du projet (article 226/1, § 1^{er}, en projet, de l'arrêté OIP).

Article 36

L'article 36, b), vise à ajouter les agents de la Société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « SDRB ») dans l'énumération des agents auxquels est applicable l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014.

L'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 20 mai 1999 'relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale' charge cependant son conseil d'administration, et non le Gouvernement, de fixer le statut administratif et pécuniaire de son personnel.

La lettre datée du 12 janvier 2023 adressée au demandeur d'avis par l'administrateur général de la SDRB et jointe au dossier transmis à la section de législation, précise :

« [...] conformément à la déclaration de politique régionale 2019-2024 (selon laquelle 'la mobilité des fonctionnaires au sein de l'administration bruxelloise et avec d'autres administrations locales, régionales, communautaires ou fédérales sera favorisée'), citydev.brussels a entrepris la modification du statut administratif et pécuniaire de ses agents afin de rendre possible la mobilité susvisée. La modification en question a été avalisée par le conseil d'administration de citydev.brussels et elle doit – avec d'autres – être prochainement soumise au Comité de secteur XV.

citydev.brussels espère donc que la modification de l'arrêté du 27 mars 2014 'fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale' interviendra dès que possible, et cela tant dans l'intérêt de citydev.brussels et des autres SPR/OIP de la RBC que des agents qui y travaillent ».

Compte tenu des termes de ce courrier, il apparaît donc qu'une modification du statut administratif et pécuniaire du personnel de la SDRB a été adoptée par son conseil d'administration dans le cadre des compétences que lui confère l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 20 mai 1999.

Il y aura lieu de veiller à ce que la mise en œuvre de l'arrêté en projet et celle de la modification du statut administratif et pécuniaire du personnel de la SDRB, interviennent concomitamment.

Sous cette réserve, l'article 36, b), du projet, n'apparaît pas poser de difficulté.

ANNEXES

1. L'article 17 dispose qu'une annexe 5, qui est jointe en annexe I à l'arrêté en projet, est insérée dans l'arrêté services publics.

Cette annexe comprend cinq tableaux indiquant les équivalences entre les niveaux, grades, classes, rangs et échelles de traitement existant dans les fonctions publiques fédérale, flamande, wallonne, de la Communauté française et de la Communauté germanophone, avec ceux propres aux agents des services publics régionaux de Bruxelles.

Le projet ne comprend toutefois aucune disposition nouvelle dont l'application impliquerait l'usage de ces différents tableaux d'équivalence.

Le projet sera dument complété sur ce point.

2. L'observation qui précède vaut également pour l'article 33 et pour l'annexe II du projet.

3. En plus de leur intitulé actuel, les deux annexes seront pourvues d'un premier intitulé mentionnant qu'elles constituent respectivement l'annexe I et l'annexe II de l'arrêté en projet. Chaque annexe sera également complétée par une formule de visa ⁶.

*

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 174 et formule F 4-2-13-4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

De personeelsleden van Brupartners vallen in het toepassingsgebied van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende regeling van de mobiliteit in sommige instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, dat bij de artikelen 34 tot 45, die hoofdstuk 3 van het voorliggende ontwerp vormen, wordt gewijzigd.¹

Wat die personeelsleden betreft, ontleent het voorliggende ontwerp zijn rechtsgrond aan artikel 35, § 2, van de ordonnantie van 2 december 2021 ‘betreffende Brupartners’, dat als volgt luidt:

“De Regering stelt op voorstel van de Raad van bestuur het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Brupartners vast”.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld en dat in de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar het voorstel van de raad van bestuur van Brupartners.²

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In plaats van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van Brupartners’ moet de ordonnantie van 2 december 2021 ‘betreffende Brupartners’ worden vermeld.

Het zesde lid moet bijgevolg worden weggelaten en vervangen door een nieuw lid waarin wordt verwezen naar artikel 35, § 2, van de ordonnantie van 2 december 2021.

¹ Zie artikel 3, 3°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende regeling van de mobiliteit in sommige instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

² Zie in die zin advies nr. 72.438/4 van 30 november 2022 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “betreffende het mobiliteitsbudget en de verwerving, het gebruik en het beheer van dienstvoertuigen”.

2. De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt in haar advies 71.788/2/V van 10 augustus 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 ‘houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’:

“Naar aanleiding van de vraag waarom in het vijfde lid verwezen wordt naar artikel 2 van de ordonnantie van 20 mei 1999 ‘betreffende de reorganisatie van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest’ (hierna: ‘CIBG’) heeft de gemachtigde van de Minister het volgende te kennen gegeven:

‘Le CIRB a été visé dans le texte car il s’agit d’un OIP (de type A). Le but était donc d’indiquer tous les textes fondateurs des OIP visés par le statut OIP de 2018. Cependant, il est exact que le préambule de l’arrêté vise déjà l’arrêté du 21-03-2018 relatif au statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d’intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale, lequel mentionne à son article 1er les OIP A et B concernés par ledit statut.’

Artikel 2 van de ordonnantie van 20 mei 1999 is evenwel niets anders dan een bepaling waarbij artikel 27 van de wet van 21 augustus 1987 ‘tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest’ gewijzigd wordt en die geen enkele machtiging bevat op grond waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het statuut van de ambtenaren van het CIBG zou kunnen vaststellen. De rechtsgrond waarop de regering kan steunen om het statuut van die ambtenaren vast te stellen, is vervat in het tweede lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’. In die bepaling wordt immers verwezen naar artikel 1 van diezelfde wet, waarin het CIBG vermeld wordt.

Het vijfde lid moet bijgevolg weggelaten worden.”

Dezelfde opmerking geldt voor het zevende lid, dat dus moet worden weggelaten.

3. Het achtste lid moet worden aangevuld zodat het ook verwijst naar artikel 23, derde lid, van de ordonnantie van 18 januari 2001 ‘houdende organisatie en werking van Actiris’.

4. Het negende lid moet worden aangevuld zodat het meer bepaald verwijst naar artikel 30*quinquies*, § 1, van de ordonnantie van 19 juli 2001 ‘betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

5. Het dertiende lid moet worden aangevuld zodat het ook verwijst naar artikel 6, § 2, van de ordonnantie van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht en tot oprichting van de Gewestelijke School voor de Veiligheids-, Preventie en Hulpdienstberoepen - Brusafe’.

6. Het eenentwintigste tot het drieëntwintigste lid moeten worden herzien zodat ze enkel nog de aanhefverwijzing bevatten naar de adviezen en het voorstel die een verplicht voorafgaand vormvereisten vormen.³

De niet-verplichte adviezen kunnen eventueel worden vermeld in de vorm van overwegingen.⁴

7. Het vijftientwintigste lid, betreffende het advies van de Raad van State, moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 72.865/4 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁵

DISPOSITIEF

Artikel 7

1. Artikel 7 strekt tot opheffing van artikel 121 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna “het besluit GOB”), teneinde de voorwaarde van een functieanciënniteit van twee jaar, die deze bepaling aan de kandidaten voor interne mutatie oplegt, op te heffen.

De opheffing van dat artikel heeft ook tot gevolg dat de in paragraaf 4 bepaalde voorrang voor ambtenaren die het slachtoffer zijn van pesterijen, wordt geschrapt.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’objectif de ces articles est de simplifier les procédures pour les agents souhaitant recourir à une forme de mobilité. Après réflexion en interne, la volonté est de maintenir la priorité prévue au bénéfice des agents victimes de harcèlement.

La formulation de ces articles sera donc revue afin de maintenir ces priorités.”

Er wordt akte genomen van dat antwoord.

³ Naast het reeds vermelde voorstel van de raad van bestuur van Brupartners, en zoals vereist is krachtens artikel 35, § 2, van de ordonnantie van 2 december 2021, gaat het met name om het advies van het beheerscomité van Actiris, overeenkomstig artikel 18 van de ordonnantie van 18 januari 2001.

⁴ Zie in die zin advies 72.438/4.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 23 van het ontwerp, dat strekt tot opheffing van artikel 114 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: “het besluit ION”).

Artikel 14

1. In het ontworpen artikel 130/1 van het besluit GOB wordt niet gepreciseerd of de conventionele tijdelijke terbeschikkingstelling van een ambtenaar met diens instemming gebeurt en zelfs niet of hij daar vooraf van wordt verwittigd. Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La mise à disposition conventionnelle temporaire de l’agent telle que prévue aura lieu sur une base volontaire. La disposition en projet sera reformulée afin de lever tout équivoque.”

Hiervan wordt akte genomen.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30 van het ontwerp (ontworpen artikel 123/1 van het besluit ION).

Artikel 15

1. Het ontworpen artikel 233/1, § 1, van het besluit GOB luidt als volgt:

“De ambtenaar die in het kader van de intraregionale mobiliteit uit dienst treedt, bevindt zich in een verlof wegens intraregionale mobiliteit gedurende drie maanden na indiensttreding bij de ontvangende instelling (...).”

In het ontworpen artikel 233/1, § 2, wordt evenwel bepaald dat “[d]it verlof (...) maximaal zes maanden [bedraagt].”

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat in paragraaf 1 per vergissing een termijn van drie maanden is opgegeven, en dat in de plaats daarvan een termijn van zes maanden moet worden vermeld.

2. De voorgaande opmerking geldt ook voor artikel 31 van het ontwerp (ontworpen artikel 226/1, § 1, van het besluit ION).

Artikel 36

Artikel 36, b), strekt ertoe de ambtenaren van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna “GOMB”) toe te voegen aan de opsomming van de ambtenaren voor wie het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 geldt.

Bij artikel 14, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 20 mei 1999 ‘betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ wordt evenwel de raad van bestuur van de GOMB, en niet de regering, belast met het bepalen van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel.

In de brief die de administrateur-generaal van de GOMB op 12 januari 2023 aan de adviesaanvrager heeft overgezonden en die bij het dossier is gevoegd dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, staat het volgende:

“(…) conformément à la déclaration de politique régionale 2019-2024 (selon laquelle ‘la mobilité des fonctionnaires au sein de l’administration bruxelloise et avec d’autres administrations locales, régionales, communautaires ou fédérales sera favorisée’), citydev.brussels a entrepris la modification du statut administratif et pécuniaire de ses agents afin de rendre possible la mobilité susvisée. La modification en question a été avalisée par le conseil d’administration de citydev.brussels et elle doit – avec d’autres – être prochainement soumise au Comité de secteur XV.

citydev.brussels espère donc que la modification de l’arrêté du 27 mars 2014 ‘fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale’ interviendra dès que possible, et cela tant dans l’intérêt de citydev.brussels et des autres SPR/OIP de la RBC que des agents qui y travaillent.”

Gelet op de bewoordingen van die brief laat het zich dus aanzien dat de raad van bestuur van de GOMB een wijziging van het administratief statuut en van de bezoldigingsregeling van het personeel heeft goedgekeurd in het kader van de bevoegdheden die hem bij artikel 14, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 20 mei 1999 worden verleend.

Er moet worden op toegezien dat het ontworpen besluit en de wijziging van het administratief statuut en van de bezoldigingsregeling van het personeel van de GOMB tegelijkertijd worden uitgevoerd.

Onder dat voorbehoud lijkt artikel 36, b), van het ontwerp geen moeilijkheden op te leveren.

BIJLAGEN

1. Artikel 17 bepaalt dat in het besluit GOB een bijlage 5 wordt ingevoegd, die als bijlage I bij het ontworpen besluit is gevoegd.

Die bijlage omvat vijf tabellen waarin de equivalentie wordt aangegeven van enerzijds de niveaus, graden, klassen, rangen en weddeschalen van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en anderzijds die van de ambtenaren van de federale, de Vlaamse en de Waalse overheid alsook van de overheid van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap.

Het ontwerp bevat evenwel geen enkele nieuwe bepaling waarvan de toepassing het gebruik van die verschillende equivalentietabellen zou impliceren.

Het ontwerp moet op dit punt naar behoren worden aangevuld.

2. De voorgaande opmerking geldt ook voor artikel 33 en voor bijlage II van het ontwerp.

3. Boven het huidige opschrift van de twee bijlagen moet nog een eerste opschrift komen dat aangeeft dat het om respectievelijk bijlage I en bijlage II van het ontworpen besluit gaat. Aan elke bijlage moet ook een ondertekeningsformulier worden toegevoegd.⁶

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 174 en formule F 4-2-13-4.